

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Y. def

PREFECTURE DE LA REGION MIDI-PYRENEES

DIRECTION REGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES

A R R E T E

portant inscription de l'église de
MONLEON MAGNOAC (Hautes-Pyrénées) sur
l'inventaire supplémentaire des monuments
historiques

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées, Préfet de la Haute-Garonne,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif aux classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

VU le décret n° 88.823 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région de Midi-Pyrénées entendue en sa séance du 30 septembre 1988 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier :

CONSIDERANT que l'église de MONLEON MAGNOAC (Hautes-Pyrénées) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la qualité de son architecture et la richesse de son mobilier, notamment les boiseries de Pierre Affre provenant de la chapelle de Garaison ;

A R R E T E

Article 1er - Est inscrite parmi les monuments historiques, en totalité, l'église de MONLEON MAGNOAC (Hautes-Pyrénées) située sur la parcelle n° 56 d'une contenance de 3 a 82 ca figurant au cadastre section AB, et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

.../...

.../...

Article 2 - Le présent arrêté, dont une ampliation sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département des Hautes-Pyrénées.

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du département, et au Maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Toulouse, le **06 MARS 1989**

Pour le Préfet de Région
Le Secrétaire Général pour
les Affaires Régionales
de l'Industrie et du Commerce

Jean-François CORDET